



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -  
TPSGC

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT  
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise  
indicated, all other terms and conditions of the Solicitation  
remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire,  
les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes  
partagés (XL)

Terrasses de la Chaudière

4th Floor, 10 Wellington Street

4th etage, 10, rue Wellington

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> National Cybercrime Solution Projec Solution nationale en matière de cybercriminalité	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> M7594-205915/D	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 004
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> M7594-205915	<b>Date</b> 2021-05-14
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$XL-155-39352	
<b>File No. - N° de dossier</b> 164xl.M7594-205915	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> Eastern Daylight Saving Time EDT <b>on - le 2021-06-22</b> Heure Avancée de l'Est HAE	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Kumar, Rajesh	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 164xl
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613) 914-7906 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

La présente modification 004 de l'invitation à soumissionner vise à :

1. Mettre à jour la demande de soumissions, section 7.22, Modalités de paiement, ajout d'un nouvel article, h) Paiement unique à l'avance
2. Mettre à jour l'article a) de la section 7.31, Autorités, autorité contractante, de la demande de soumissions
3. Afficher les questions et réponses

---

La demande de soumissions est modifiée comme suit :

1. **Demande de soumissions, section 7.22, Modalités de paiement, AJOUTER un nouvel article, h) Paiement unique à l'avance comme méthode de paiement comme suit :**

#### **7.22 Modalités de paiement**

- (h) **Paiement unique à l'avance - Licences d'utilisation supplémentaires ou accès supplémentaires optionnels pour les utilisateurs, ou les deux, le cas échéant (voir le tableau 4, le tableau 5A, le tableau 5B de l'annexe B, Base de paiement).**

Nonobstant le mode de paiement prévu à l'article d) de la section 7.22, le Canada, à sa discrétion et sur demande de l'entrepreneur, versera à ce dernier un paiement unique à l'avance pour les licences d'utilisateur supplémentaires ou les accès supplémentaires pour les utilisateurs, ou les deux, selon le cas, si :

- (i) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- (ii) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- (iii) rien dans ce document n'empêche le Canada d'exercer un recours à l'égard du paiement anticipé des travaux réalisés par l'entrepreneur si les travaux exécutés par la suite s'avèrent inacceptables.

2. **La section 7.31 a), Autorités, autorité contractante, de la demande de soumissions est SUPPRIMÉE et REMPLACÉE par ce qui suit ;**

#### **7.31 Autorités**

(a) **Autorité contractante**

L'autorité contractante dans le cadre du contrat est :

Nom : Rajesh Kumar  
Titre : Chef d'équipe d'approvisionnement  
Organisation : Services publics et Approvisionnement Canada – Direction générale des approvisionnements  
Direction : Direction de l'approvisionnement d'applications et de logiciels  
Courriel : 10, rue Wellington, Gatineau (Québec) K1A 0S5  
Téléphone : 613-914-7906  
Adresse courriel : [rajesh.kumar@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:rajesh.kumar@tpsgc-pwgsc.gc.ca)

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

3.) **Questions et réponses:**

Question #	Question	Réponse
26	Question au sujet des références pour la DP SNC pour la GRC Annexe J : Critères d'évaluation des soumissions Critère obligatoire CO-2 Référence pour les projets de l'entreprise  « Le soumissionnaire doit démontrer son expérience dans l'exécution de trois (3) contrats pour des organismes gouvernementaux ou privés	Le Canada acceptera les références uniques d'expérience de projet de chaque membre d'une coentreprise pour répondre à cette exigence.

	<p>qui comprennent la configuration, la mise en œuvre et le soutien de solutions semblables en termes de portée et de taille à la SNC. »</p> <p>Le Canada peut-il confirmer que l'expérience complète d'une coentreprise peut être utilisée pour répondre au CO-2? Cela permettrait à toutes les parties de la coentreprise de fournir des exemples de projets uniques.</p> <p>Par exemple, dans le cas d'une coentreprise composée des membres X et Y, le membre X pourrait fournir les références pour les projets d'entreprise 1 et 2 et le membre Y la référence pour les projets d'entreprise 3, et la coentreprise répondrait ainsi à l'exigence de démonstration d'expérience dans le cadre de (3) contrats avec des organismes gouvernementaux ou privés.</p>	
27	<p>La section 1.2 (d) de la DP stipule comme suit :</p> <p>« Le Canada s'attend également à ce que ce type de solution évolue avec le temps et la technologie, y compris l'intégration de fonctionnalités ou de technologies qui ne font pas partie des exigences actuelles. Le Canada se réserve le droit d'envisager l'inclusion de ces fonctionnalités ou technologies évolutives dans la portée continue des travaux effectués en vertu des contrats... » La section 7.1 comprend des termes similaires.</p> <p>Les deux sections ci-dessus laissent entendre que tout élément ajouté à la portée (par exemple, un logiciel supplémentaire avec de nouvelles</p>	<p>Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées. Les modalités demeurent inchangées.</p>

	fonctionnalités/caractéristiques) qui ne faisait pas partie de la portée initiale du contrat peut, à tout moment, être inclus dans les conditions/le prix de ce même contrat. Le Canada peut-il modifier les sections 1.2 (d) et 7.1 pour confirmer que toute fonctionnalité supplémentaire sera tarifée au moment où elle sera requise et exécutée par le biais d'une modification au contrat?	
28	<p>7.28 Attestation de prix</p> <p>Nous demandons la suppression de la section 7.28 Attestation de prix de la DP. Un processus concurrentiel de DP, qui permet une comparaison des tarifs de plusieurs soumissionnaires simultanément, est le moyen le plus équitable et le plus efficace de déterminer le meilleur prix et l'offre la plus avantageuse pour le Canada, dans la mesure où les soumissionnaires doivent faire des offres contre des concurrents. À notre connaissance, les politiques du gouvernement du Canada en matière de DP concurrentielle indiquent que des clauses comme celle du meilleur client ne sont nécessaires que pour les processus non concurrentiels d'approvisionnement en biens et services dont la valeur est supérieure à 50 000 \$.</p> <p>Dans le cas présent, il s'agit d'une DP concurrentielle qui comporte une méthode d'évaluation permettant d'obtenir un résultat financier concurrentiel. Par conséquent, la clause du meilleur client ne serait pas requise.</p>	Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées. Les modalités demeurent inchangées.
29	Sections 7.7. (iii) Indemnisation et 7.29 Limitation de responsabilité :	Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées. Les modalités demeurent inchangées.

	<p>Les sections 7.7 (iii) Indemnisation et 7.29 Limitation de responsabilité devraient être remplacées dans leur intégralité par une nouvelle section 7.29 intégrant la limitation de responsabilité approuvée pour les contrats de GI-TI publiée dans le Guide des CCUA à l'adresse suivante : <a href="https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/N/N0000C/4">https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/N/N0000C/4</a>. Par souci de clarté, le multiplicateur proposé de 0,25 et le plafond de 1 M sont acceptables.</p>	
30	<p>Sections 7.9 (e) à 7.14 et Conditions générales 2030 et 2035 :</p> <p>Nous demandons au Canada de préciser son intention en incluant les sections 7.9 (e) à 7.14 étant donné que ces conditions sont déjà adéquatement couvertes dans les Conditions générales 2030 ou 2035, selon le cas. La structure habituelle des contrats avec le Canada, qui incorporent par renvoi les modalités du Guide des CCUA, vise habituellement à éviter ce doublement et l'inclusion de différentes conditions générales. Par conséquent, nous pensons que les sections 7.9 (e) à 7.14 inclusivement devraient être supprimées dans la mesure où les conditions décrites sont déjà couvertes dans les Conditions générales 2030 ou 2035, selon le cas.</p>	<p>Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées. Les modalités demeurent inchangées.</p>
31	<p>Capacités 5.3.1.1 et 5.5.4.1 à l'appendice C :</p> <p>Nous demandons des précisions sur la définition de la capacité opérationnelle initiale.</p> <p>La capacité opérationnelle initiale est définie à l'annexe D comme « une solution opérationnelle</p>	<p>La capacité opérationnelle initiale est une solution opérationnelle provisoire mise en place par la GRC jusqu'à la première version de la solution; par conséquent, le soumissionnaire doit envisager un travail de migration des données de cette solution opérationnelle provisoire.</p>

	<p>provisoire qui est mise en œuvre pour permettre à l'UNCLC de mener ses opérations jusqu'à ce que la solution mise au point par la présente demande de proposition (DP) soit en place ».</p> <p>La section 3.9 de l'EDT stipule que l'entrepreneur doit utiliser une approche itérative et « livrer, aux fins d'acceptation, des versions successives de la solution jusqu'à ce que la pleine capacité opérationnelle soit fournie, comme le documente le modèle de capacité opérationnelle ».</p> <p>Ces versions successives correspondent-elles à la capacité opérationnelle initiale, ce qui signifie que chaque version successive doit maintenir les données déjà saisies dans la solution? Ou la capacité opérationnelle initiale est-elle une solution opérationnelle provisoire déjà mise en place par la GRC jusqu'à la première version de la solution et nous devons par conséquent envisager des efforts de migration des données de cette solution opérationnelle provisoire?</p>	<p>Selon l'Annexe D – Définitions et interprétations :</p> <p>« Capacité opérationnelle initiale » signifie une solution opérationnelle provisoire qui est mise en œuvre pour permettre au GNC3 de mener ses opérations jusqu'à ce que la solution mise au point par la présente demande de proposition (DP) soit en place.</p>
32	<p>La capacité 5.7.2.3 stipule comme suit :</p> <p>« La solution doit s'intégrer avec des outils de gestion et de gouvernance des données d'entreprise de tierces parties. »</p> <p>Le Canada peut-il fournir la liste des outils de gestion et de gouvernance des données d'entreprise de tierces parties avec lesquels la solution doit s'intégrer?</p>	<p>Le Canada exige que le soumissionnaire décrive, de façon générale, comment sa solution appuie l'intégration avec des outils de gestion et de gouvernance des données d'entreprise de tierces parties. Au lieu de produits particuliers, le Canada cherche à pouvoir utiliser des normes ouvertes pour fournir des interfaces configurables (p. ex. JSON, API basée sur l'architecture REST, courtage de messagerie asynchrone) pour l'intégration de système. Voir CTC-5-16 pour les critères cotés connexes.</p>
33	<p>La capacité 5.7.2.4 stipule comme suit :</p> <p>« La solution doit s'intégrer à des services géospatiaux de tierces parties. »</p>	<p>Le Canada confirme que la solution ESRI ArcGIS Entreprise de la GRC comprend un serveur GeoEvent qui doit être pris en compte dans la solution.</p>

	Le Canada peut-il confirmer que les services géospatiaux de tierces parties auxquels la solution doit s'intégrer sont ESRI, comme le montre le tableau 4-1 : Composantes obligatoires de la GRC de l'EDT? Le Canada utilise-t-il un type de serveur GeoEvent qu'il convient de prendre en compte dans la solution?	
34	<p>La capacité 5.8.1.1 stipule comme suit :</p> <p>« La solution doit enregistrer dans un journal toutes les activités effectuées par les utilisateurs du P3 et du GNCC, y compris les ajouts, les modifications, les recherches, les impressions, les exportations et la suppression de renseignements. »</p> <p>La capacité 5.15.2.1, CTC-5-54, la section 7.4 (b) de la DP et la section 3.20 de l'EDT exigent que la solution soit fondée sur un navigateur. L'impression dans une solution fondée sur un navigateur relève du contrôle du navigateur et du poste de travail utilisé, et non de l'application Web.</p> <p>La capacité 5.8.1.1 nécessiterait la mise en place de solutions fondées sur un poste de travail ou un navigateur pour enregistrer toutes les activités d'impression effectuées à partir du navigateur. Le Canada peut-il confirmer qu'il exige ce journal de toutes les activités, y compris l'impression à partir du navigateur, qui est exécuté à la fois dans le P3 et le GNCC?</p>	<p>Le Canada exige un journal de toutes les activités des utilisateurs du P3 et du GNCC3, y compris les entrées du journal des activités pour la fonctionnalité fondée sur la solution qui entraîne la production de matériel imprimable du P3 ou du GNCC3. Il n'est pas nécessaire de journaliser l'impression locale à partir d'un navigateur externe à la solution.</p>
35	<p>La capacité 5.13.1.7 stipule comme suit :</p> <p>« La solution doit permettre à l'utilisateur de créer un billet pour recevoir de l'aide des ressources d'appui du système de la SNC. Les billets d'aide</p>	<p>Cette exigence vise à permettre à un utilisateur de créer un billet dans la SNC pour demander l'aide d'un « super utilisateur » conformément au soutien de niveau 0 (voir « Soutien » – annexe D de l'EDT).</p>



	<p>peuvent être transmis au centre d'assistance central aux fins de traitement. »</p> <p>Le Canada peut-il préciser s'il s'agit du centre d'assistance de l'entrepreneur, du centre d'assistance du GNCC ou de l'intégration à un centre d'assistance central de la GRC?</p>	
36	<p><b>Appendice F</b></p> <p>Les données volumétriques comprennent les volumes de transactions et les estimations de la taille en téraoctets des données. Nous demandons au Canada de fournir des estimations des enregistrements des sources de données à traiter et à analyser aux fins de couplage à d'autres entités.</p>	<p>Les tableaux F-1 et F-2 présentent des estimations du volume des enregistrements des sources de données.</p>
37	<p>Infrastructure en nuage de la GRC. La DP prévoit la fourniture par la GRC de l'infrastructure en nuage sur laquelle sera hébergée la solution logicielle. Voir par exemple la section 4.6 (Déploiement infonuagique). Veuillez confirmer que toutes les exigences de sécurité applicables à l'infrastructure fournie par la GRC seront celles du contrat aux termes duquel la GRC obtient l'infrastructure applicable – et que l'entrepreneur ne sera pas tenu, en vertu du contrat résultant, d'assurer la conformité à ces exigences.</p>	<p>Pour toute infrastructure infonuagique fournie par la GRC, la GRC sera responsable de tout contrôle de sécurité applicable à cette infrastructure uniquement. L'entrepreneur sera responsable d'intégrer la solution à tout mécanisme de sécurité déployé à l'échelle de l'infrastructure et de collaborer avec la GRC pour tout mécanisme de sécurité comportant un modèle de sécurité partagé.</p> <p>Veuillez consulter la section 3.5 « Mise en œuvre des mesures de sécurité » de la publication Gouvernement du Canada « Approche et procédures de gestion des risques à la sécurité de l'informatique en nuage » (<a href="https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/innovations-gouvernementales-numeriques/services-informatique-nuage/approche-procedures-gestion-risques-securite-informatique-nuage.html#toc3">https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/innovations-gouvernementales-numeriques/services-informatique-nuage/approche-procedures-gestion-risques-securite-informatique-nuage.html#toc3</a>) pour obtenir une description de la répartition des responsabilités relatives aux exigences de sécurité pour les différents modèles de déploiement infonuagique.</p>

38	<p>Énoncé des travaux du soumissionnaire. L'énoncé des travaux de ce projet (annexe A de la DP) formule les exigences de haut niveau pour la solution; cependant, il manque des détails nécessaires à la réussite de la conception, de la mise en œuvre et de la tenue à jour de la solution demandée. Dans le cadre du processus de passation de marché, le soumissionnaire retenu et la GRC/SPAC devront impérativement compléter l'annexe A par un énoncé des travaux plus détaillé afin de préciser les services, les produits livrables, les échéanciers, les responsabilités, les hypothèses et les dépendances qui s'appliquent au projet. Veuillez confirmer qu'il sera possible d'apporter à l'énoncé des travaux des améliorations convenues par toutes les parties.</p>	<p>Les améliorations suggérées à l'énoncé des travaux doivent être apportées pendant la demande de soumissions, conformément à la section 2.6 de la DP - Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions. « Si les soumissionnaires estiment pouvoir améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux et l'énoncé des besoins contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer de façon claire les améliorations proposées, ainsi que les motifs de celles-ci. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles soient soumises à l'autorité contractante conformément au paragraphe intitulé « Demandes de renseignements – en période de soumission ». Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe laquelle des suggestions proposées ou la totalité de celles-ci. »</p>
39	<p>Garantie. La section 7.1 (a)viii) indique que l'entrepreneur doit offrir une garantie de 12 mois. Nous ne sommes pas en mesure d'offrir une garantie de plus de 90 jours. Veuillez réviser la période de garantie à 90 jours et exclure l'application de la garantie lorsque des exigences d'entente de niveau de service sont en place.</p>	<p>Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées. Les modalités demeurent inchangées.</p>
40	<p>Portée de la licence. La section 7.1 (g) accorde au Canada une licence de droit d'auteur entièrement payée et libre de redevances sur tout ce qui est créé ou développé par l'entrepreneur dans le cadre des travaux. L'octroi de la licence est trop large, car elle couvre tous les droits sur le matériel pour « les</p>	<p>Non. Le Canada est à la recherche d'une solution nationale en matière de cybercriminalité qui lui permettra de remplir son mandat, à savoir coordonner les opérations canadiennes de lutte contre la cybercriminalité et collaborer avec des partenaires internationaux, fournir des conseils et des orientations en matière d'enquêtes numériques à la police canadienne, produire des</p>

	fins du gouvernement ». Veuillez préciser que « les fins du gouvernement » signifie « à l'usage interne du gouvernement du Canada ».	renseignements exploitables sur la cybercriminalité à l'intention de la police canadienne et mettre en place un mécanisme national de signalement public des cybercrimes et des fraudes à la police. Par conséquent, la licence et le service fournis en vertu du contrat doivent inclure et appuyer de telles initiatives externes.
41	Conditions générales supplémentaires Logiciels. La section 7.1 (h) incorpore par renvoi les Conditions générales supplémentaires 4003 et 4004. Ces conditions sont destinées à être utilisées dans le cadre d'achats de logiciels traditionnels (à utiliser sur place) et sont incompatibles avec l'achat d'une solution infonuagique. À titre de contexte, ni les conditions 4003 ni les conditions 4004 ne font partie de l'entente sur l'informatique en nuage Protégé B du gouvernement du Canada. Veuillez supprimer les conditions 4003 et 4004 de la DP.	Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées. Les modalités demeurent inchangées.
42	Renseignements personnels. La section 7.1 (h) incorpore par renvoi les Conditions générales supplémentaires 4008. Les conditions 4008 fixent des exigences détaillées relatives à la collecte, à l'utilisation et à la communication des renseignements personnels. Ces exigences ne sont pas pertinentes compte tenu de la portée des services demandés à l'entrepreneur. Veuillez supprimer de la DP les conditions 4008 et les sous-sections 7.18 (g) à (r) (qui énoncent des obligations similaires en matière de protection des renseignements personnels).	Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées. Les modalités demeurent inchangées.
43	Durée du contrat. La section 7.2 prévoit une durée contractuelle d'au plus 11 ans – durée initiale de 3 ans à compter de la date d'attribution du contrat et jusqu'à concurrence de 8 périodes supplémentaires	Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées. Les modalités demeurent inchangées.

	<p>d'un an. Une durée de 11 ans est irréalisable, en partie parce que le Canada vise à acquérir une solution infonuagique susceptible de subir des changements importants au fil du temps. Une réduction de la durée à un maximum de 5 ans est ESSENTIELLE. Pour ce faire, le nombre de périodes supplémentaires d'un (1) an, pourrait être réduit à 2, les renouvellements au cours des années suivantes étant assujettis à une entente mutuelle. Il convient de ne pas sous-estimer l'importance de modifier la DP sur cette question. Si SPAC ne le fait pas, il est peu probable que la DP donne lieu à la soumission de propositions conformes.</p>	
44	<p>Évolution de l'application logicielle; caractéristiques ou fonctions. La section 7.3 (b) exige que l'entrepreneur accepte de continuer de fournir les services à titre de solution disponible sur le marché, avec des fonctions ou des caractéristiques et à des conditions qui ne sont pas moins favorables qu'au moment de l'attribution du contrat. Il est ESSENTIEL que cette exigence soit supprimée. Il n'est pas possible pour un soumissionnaire de garantir qu'un produit ou un service restera disponible sur le marché pendant 11 ans. Si SPAC ne supprime pas cette exigence, il est peu probable que la DP donne lieu à la soumission de propositions conformes.</p>	<p>Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées. Les modalités demeurent inchangées.</p>
45	<p>Améliorations et évolution de la solution. La section 7.3 (c) exige que l'entrepreneur fournisse un accès sans frais aux nouveaux produits ou services. Sur le plan commercial, il n'est pas raisonnable pour le Canada d'espérer obtenir un accès sans frais, surtout compte tenu de la durée du contrat (11 ans).</p>	<p>Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées. Les modalités demeurent inchangées.</p>

	Il est ESSENTIEL que cette exigence soit supprimée.	
46	<p>Déclassement. La section 7.3 (d) prévoit que dans certaines circonstances l'entrepreneur soit incapable de fournir les services avec des caractéristiques et des fonctions qui ne soient pas moins favorables pendant la durée du contrat, et exige également que l'entrepreneur paie tous les coûts engagés par le Canada pour migrer et stocker les données et acquérir des services de remplacement, dans le cas d'une telle dépréciation. Il est ESSENTIEL que cette exigence soit supprimée. Si SPAC ne supprime pas cette exigence, il est peu probable que la DP donne lieu à la soumission de propositions conformes. Veuillez réviser la section 7.3 (d) comme suit :</p> <p>Déclassement. Si l'entrepreneur est incapable de fournir les services avec des caractéristiques et des fonctionnalités qui ne sont pas moins favorables, l'entrepreneur donnera au Canada un avis écrit indiquant les circonstances et des options de rechange, en plus d'inclure expressément une réduction de prix Si aucune option de rechange proposée n'est acceptable pour le Canada, l'entrepreneur consent à une résiliation du contrat et paie tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour effectuer la migration et le stockage des données de client et pour acquérir des services de remplacement équivalents.</p>	<p>Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées. Les modalités demeurent inchangées.</p>
47	<p>Résiliation par l'entrepreneur. La DP comprend de nombreuses dispositions en vertu desquelles le</p>	<p>Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées. Les modalités demeurent inchangées.</p>

	<p>Canada se réserve le droit d'apporter des changements. Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>o La section 7.18 prévoit que le Canada se réserve le droit de mettre à jour les exigences relatives à la sécurité;</li><li>o Les sections 6.2 (m) et 7.18 (b)(viii) prévoient que le Canada se réserve le droit de créer et de promulguer des clauses de sécurité propres à chacun des pays des fournisseurs étrangers;</li><li>o Les sections 7.18 (i) et 7.18 (n) de la DP et la section 11 des CCUA 4008 comprennent l'autorisation du Canada d'établir des exigences concernant le traitement des renseignements personnels par l'entrepreneur.</li></ul> <p>Pour justifier la nécessité pour le Canada de modifier ses exigences, il est essentiel que l'entrepreneur ait le droit de résilier le contrat résultant si une telle modification rend déraisonnable ou difficilement applicable la poursuite de l'exécution par l'entrepreneur. Veuillez réviser la DP pour y inclure un droit de résiliation par l'entrepreneur. Si cette modification n'est pas apportée, toute modification aux exigences devra être apportée sous réserve d'un processus d'ordre de modification en vertu duquel l'entrepreneur sera rémunéré pour répondre aux nouvelles exigences.</p>	
48	<p>Exigences relatives à la sécurité – fournisseur canadien. La section 7.18 (a) dresse une courte liste d'exigences relatives à la sécurité applicables à un « fournisseur canadien ». La liste des exigences est nettement moins détaillée et moins lourde que celle des</p>	<p>Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées. Les modalités demeurent inchangées.</p>

	<p>exigences relatives à la sécurité applicables à un « fournisseur étranger ». On ne voit pas pourquoi le Canada aurait des exigences relatives à la sécurité moins importantes pour les fournisseurs canadiens que pour les fournisseurs étrangers. Quelle que soit la raison, la différence de normes pour les fournisseurs canadiens et pour les fournisseurs étrangers a pour effet de discriminer les fournisseurs étrangers, ce qui est contraire aux accords commerciaux du Canada, y compris l'Accord Canada-États-Unis-Mexique, et de mettre potentiellement en danger la sécurité des renseignements protégés/personnels. Il est ESSENTIEL que la section 7.18 soit révisée afin que les fournisseurs canadiens et étrangers soient sur un pied d'égalité et que les renseignements personnels et protégés soient assujettis à des mesures de sécurité comparables, que l'entrepreneur soit un fournisseur canadien ou un fournisseur étranger.</p>	
49	<p>Exigences relatives à la sécurité – fournisseur étranger. La section 7.18 (b) définit les exigences applicables à un entrepreneur et à un sous-traitant étranger destinataire. Cela contraste avec les exigences relatives au « fournisseur canadien », qui ne s'appliquent qu'à l'entrepreneur. Bien que les contrats de sous-traitance émis par un fournisseur canadien qui contiennent des exigences en matière de sécurité ne doivent être accordés qu'avec l'approbation de TPSGC, il n'existe aucune exigence comparable selon laquelle un sous-</p>	<p>Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées. Les modalités demeurent inchangées.</p>



	<p>traitant d'un fournisseur canadien doit satisfaire à chacune des exigences en matière de sécurité énoncées à la section 7.18 (b). Les différentes normes entre les fournisseurs canadiens et étrangers ont pour effet de discriminer les fournisseurs étrangers, ce qui est contraire aux accords commerciaux du Canada, y compris l'Accord commercial Canada-États-Unis-Mexique, et de mettre potentiellement en danger la sécurité des renseignements protégés/personnels. Il est ESSENTIEL que la section 7.18 soit révisée afin que des exigences de sécurité comparables s'appliquent aux sous-traitants des fournisseurs canadiens et étrangers.</p>	
50	<p>Inscription auprès de l'autorité de supervision. La section 7.18 (b)ii) prévoit ce qui suit :</p> <p>« L'entrepreneur ou le sous-traitant étranger destinataire doit en tout temps, au cours de la durée du contrat ou du contrat de sous-traitance, être inscrit auprès de l'autorité nationale de supervision de la protection des renseignements personnels appropriée des pays dans lesquels il est incorporé, autorisé à exercer des activités commerciales ou en opération. L'entrepreneur ou le sous-traitant étranger destinataire doit fournir à l'autorité contractante et au chargé de projet une preuve de leur inscription auprès de l'ADS canadienne et de l'autorité nationale de supervision de la protection des renseignements personnels appropriée, ainsi que le nom de cette dernière. Pour les entrepreneurs et les sous-traitants européens,</p>	<p>Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées. Les modalités demeurent inchangées.</p>



	<p>l'autorité nationale sera l'autorité de protection des données. »</p> <p>Cette exigence ne peut être satisfaite dans la mesure où l'entrepreneur ou le sous-traitant étranger destinataire est incorporé, autorisé à exercer des activités commerciales ou en opération dans une province ou territoire qui a) n'a pas d'autorité de supervision administrée par le gouvernement responsable des renseignements personnels ou b) n'a pas d'autorité de supervision qui prend en charge l'inscription. Il est ESSENTIEL que cette exigence soit révisée afin qu'elle ne s'applique que dans la mesure où l'inscription de l'entrepreneur ou du sous-traitant est une exigence légale dans la province ou le territoire concerné. En outre, afin d'éviter que les entrepreneurs ne déploient des efforts inutiles, veuillez réviser les exigences relatives à la fourniture d'une preuve d'inscription auprès de l'autorité de supervision pertinente et à l'identification de l'autorité nationale de supervision de la protection des renseignements personnels, de sorte qu'elles soient déclenchées par l'autorité contractante et l'ADS canadienne qui demandent les renseignements pertinents.</p>	
51	<p>Norme de protection. La section 7.18 (b)xiii) prévoit ce qui suit :</p> <p>« L'entrepreneur ou le sous-traitant étranger destinataire doit assurer une protection des renseignements personnels et des biens de niveau PROTÉGÉ AU CANADA aussi stricte que celle</p>	<p>Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées. Les modalités demeurent inchangées.</p>

	<p>assurée par le gouvernement du Canada, conformément aux politiques nationales ainsi qu'aux lois et règlements en matière de sécurité nationale, et dans le respect des prescriptions prévues par l'ADS canadienne. »</p> <p>Cette obligation crée des exigences en matière de protection qui, pour les soumissionnaires, sont inconnues et inconnaisables. Il est ESSENTIEL que cette exigence soit supprimée de la DP.</p>	
52	<p>1. Restitution des renseignements et des dossiers. La section 7.18 (b)(iv) prévoit ce qui suit :</p> <p>« À la fin des travaux, l'entrepreneur ou le sous-traitant étranger destinataire doit remettre au gouvernement du Canada tous les renseignements personnels et biens de niveau PROTÉGÉ AU CANADA fournis ou produits en vertu du contrat ou du contrat de sous-traitance, y compris tous les renseignements et biens de niveau PROTÉGÉ AU CANADA remis à ses sous-traitants ou produits par eux. »</p> <p>Une exigence semblable est énoncée à la section 7.18 (o) (Disposition des dossiers et remise des dossiers au Canada), qui prévoit ce qui suit :</p> <p>« L'entrepreneur ou le sous-traitant étranger destinataire ne peut éliminer aucun dossier à moins que l'autorité contractante le lui demande. À la demande de l'autorité contractante, ou lorsque les travaux liés aux renseignements personnels sont terminés, le contrat ou le contrat de sous-traitance est terminé ou résilié, selon la première occurrence, l'entrepreneur ou le sous-traitant étranger</p>	<p>Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées.</p> <p>Les modalités demeurent inchangées.</p>

	<p>destinataire doit retourner tous les dossiers (y compris les copies) à l'autorité contractante. »</p> <p>Une exigence semblable est également énoncée à la section 7.18 (k), qui prévoit ce qui suit :</p> <p>« Dans un délai de trente (30) jours suivant la fin de chaque trimestre (janvier-mars; avril-juin; juillet-septembre; octobre-décembre), l'entrepreneur ou le sous-traitant étranger destinataire doit présenter ce qui suit à l'autorité contractante :</p> <p>(iv) une copie (dans un format électronique convenu par l'autorité contractante et l'entrepreneur ou le sous-traitant étranger destinataire) de l'ensemble des renseignements personnels conservés électroniquement par l'entrepreneur ou le sous-traitant. »</p> <p>La section 2.0 (b) de l'annexe E (Obligations en matière de sécurité et protection de la vie privée) prévoit également ce qui suit :</p> <p>« À la demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit fournir des dossiers de renseignements personnels dans les cinq jours ouvrables du gouvernement fédéral (ou sept jours ouvrables du gouvernement fédéral s'ils doivent être récupérés à partir d'une copie ou d'une sauvegarde hors site) dans un document Word ou Excel. »</p> <p>Imposer à l'entrepreneur l'obligation de retourner ou de fournir des renseignements PROTÉGÉS ou personnels n'est pas réalisable, car cela est incompatible avec le modèle de prestation de services infonuagiques (selon lequel le fournisseur de services n'a habituellement pas d'accès permanent aux données du client). Il est ESSENTIEL que ces exigences soient révisées de</p>	
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

	façon à ce que l'entrepreneur respecte ses obligations contractuelles s'il fournit au Canada la capacité d'accéder et d'extraire les données du client stockées dans les services en ligne applicables, y compris en utilisant un compte à fonction limitée pendant une période de 90 jours après l'expiration ou la résiliation du contrat ou, si cela se produit plus tôt, 90 jours après que le Canada ait mis fin au service en ligne applicable. De plus, il est ESSENTIEL de préciser qu'après la fin de la période de 90 jours, l'entrepreneur peut désactiver le compte du Canada et supprimer les données du client.	
53	Accès aux sites à accès restreint. La section 7.18 (b)(xv) prévoit ce qui suit : « L'entrepreneur ou le sous-traitant étranger destinataire qui doit accéder à des renseignements personnels ou à des biens de niveau PROTÉGÉ DU CANADA ou à des sites à accès restreint au Canada en vertu du présent contrat doit soumettre une demande d'accès au site à l'agent de sécurité ministériel de la Gendarmerie royale du Canada. »  Veuillez confirmer que cette disposition s'applique uniquement à l'accès aux sites à accès restreint du Canada. Il est impossible de demander l'autorisation d'accéder aux sites de travail de l'entrepreneur.	Réponse : Comme il est indiqué à la section 7.18b) (XV) « l'entrepreneur ou le sous-traitant étranger destinataire qui doit accéder à des renseignements personnels ou à des biens de niveau PROTÉGÉ DU CANADA ou à des sites à accès restreint au Canada en vertu du présent contrat doit soumettre une demande d'accès au site à l'agent de sécurité ministériel de la Gendarmerie royale du Canada. »
54	Indépendance physique et logique des bases de données. La DP comporte des exigences contradictoires concernant l'indépendance physique	Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées. Les modalités demeurent inchangées.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
M7594-205915/D  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
M7594-205915

Amd. No. - N° de la modif.  
004  
File No. - N° du dossier  
155xl.M7594-205915

Buyer ID - Id de l'acheteur  
164XL  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	<p>des bases de données. La section 7.18 (c)iii) prévoit ce qui suit :</p> <p>« L'entrepreneur ou le sous-traitant étranger destinataire doit s'assurer que toutes les bases de données comprenant des données relatives au présent contrat ou contrat de sous-traitance et archivées sont isolées sur les plans physique et logique, en d'autres termes qu'elles n'ont aucune connexion directe ou indirecte de quelque type que ce soit avec d'autres bases de données. »</p> <p>Cette exigence est incompatible avec la sous-section 5.4.2 a) de l'annexe A, qui stipule ce qui suit :</p> <p>« L'entrepreneur doit mettre en place des contrôles afin d'assurer un isolement approprié des ressources, afin que les données du GC ne se retrouvent pas mêlées à celles d'autres locataires, et ce, pendant l'utilisation, le stockage ou le transfert, et dans tous les aspects des fonctions et de l'administration du système du service. Cela comprend les contrôles d'accès et l'application de la ségrégation logique ou physique appropriée... »</p> <p>Par définition, une solution infonuagique comprend un ou plusieurs centres de données à multiples locataires où les bases de données sur lesquelles les données sont stockées sont logiquement séparées. Il est ESSENTIEL que la section 7.18 (c)iii) soit révisée afin qu'elle soit conforme à la sous-section 5.4.2 a) de l'annexe A. Pour ce faire, on peut remplacer « et » par « ou » :</p> <p>« L'entrepreneur ou le sous-traitant étranger destinataire doit s'assurer que toutes les bases de données comprenant des données relatives au</p>
--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	<p>présent contrat ou contrat de sous-traitance et archivées sont isolées sur les plans physique ou logique, en d'autres termes qu'elles n'ont aucune connexion directe ou indirecte de quelque type que ce soit avec d'autres bases de données. »</p> <p>En outre, il est ESSENTIEL que l'exigence d'isolation logique des données s'applique aussi bien aux fournisseurs canadiens qu'aux fournisseurs étrangers.</p>	
55	<p>Lieu de traitement des données. La section 7.18 (c)iv) prévoit ce qui suit :</p> <p>« L'entrepreneur ou le sous-traitant étranger destinataire doit s'assurer que toutes les données liées au contrat ou au contrat de sous-traitance sont traitées uniquement au Canada ou dans un autre pays approuvé par l'autorité contractante conformément à la sous-section (b)ii) ».</p> <p>Étant donné que le lieu de traitement des données influe directement sur la conformité aux exigences de la demande de propositions et sur l'établissement des prix, il est ESSENTIEL que les pays de traitement autorisés soient identifiés.</p> <p>Veillez confirmer qu'il est acceptable de traiter des données aux États-Unis, dans l'UE, dans tout pays de l'OTAN ou dans tout pays avec lequel le Canada a un instrument bilatéral international en matière de sécurité industrielle. En outre, il est ESSENTIEL que l'exigence relative au lieu de traitement des données s'applique aussi bien aux fournisseurs canadiens qu'aux fournisseurs étrangers.</p>	<p>Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées.</p> <p>Les modalités demeurent inchangées.</p>
56	<p><u>Nomination d'un agent de protection de la vie privée.</u></p> <p>La section 7.18 (j) prévoit ce qui suit :</p>	<p>Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées.</p> <p>Les modalités demeurent inchangées.</p>

	<p>« L'entrepreneur ou le sous-traitant étranger destinataire doit nommer quelqu'un comme agent de protection de la vie privée, qui agira en tant que son représentant pour toutes les questions touchant aux renseignements personnels et aux dossiers. L'entrepreneur ou le sous-traitant étranger destinataire doit indiquer le nom de cette personne à l'autorité contractante et à l'ADS canadienne dans les dix (10) jours suivant l'attribution du contrat ou du contrat de sous-traitance. »</p> <p>Vous devez confirmer que l'entrepreneur peut, à sa discrétion, nommer son agent de sécurité des contrats ou un autre agent de sécurité des contrats qui agira à titre d'agent de protection de la vie privée aux fins du contrat subséquent. De plus, veuillez vous assurer que l'obligation de nommer un agent de protection de la vie privée s'applique aussi bien aux fournisseurs canadiens qu'aux fournisseurs étrangers.</p>	
57	<p>Rapport trimestriel. La section 7.18 (k) prévoit ce qui suit :</p> <p>« Dans un délai de trente (30) jours suivant la fin de chaque trimestre (janvier-mars; avril-juin; juillet-septembre; octobre-décembre), l'entrepreneur ou le sous-traitant étranger destinataire doit présenter ce qui suit à l'autorité contractante :</p> <p>(i) une description de toute nouvelle mesure prise par l'entrepreneur ou le sous-traitant étranger destinataire afin de protéger les renseignements personnels (par exemple, l'utilisation par ce dernier de nouveaux logiciels ou contrôles d'accès);</p> <p>(ii) une liste des corrections apportées aux renseignements personnels à la demande d'un</p>	<p>Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées.</p> <p>Les modalités demeurent inchangées.</p>

	<p>individu (y compris le nom de la personne, la date de la demande et la correction apportée);</p> <p>(iii) les détails de toute plainte reçue d'individus concernant la manière dont leurs renseignements personnels sont recueillis ou traités par l'entrepreneur ou le sous-traitant;</p> <p>(iv) une copie (dans un format électronique convenu par l'autorité contractante et l'entrepreneur ou le sous-traitant étranger destinataire) de l'ensemble des renseignements personnels conservés électroniquement par l'entrepreneur ou le sous-traitant. »</p> <p>Veillez supprimer ces exigences de la DP, car la solution n'inclura pas la collecte, l'utilisation ou la divulgation de renseignements personnels au nom du Canada. De plus, si l'on décide de conserver une partie ou la totalité des exigences, il est ESSENTIEL qu'elles s'appliquent aussi bien aux fournisseurs canadiens qu'aux fournisseurs étrangers.</p>	
58	<p>Vérification par le Canada. La section 7.18 (m) prévoit que le Canada peut exiger l'accès aux locaux de l'entrepreneur ainsi qu'aux renseignements et dossiers personnels. Conformément à la disposition « Accès aux lieux » de la section 7.14 (d), veuillez exclure de cette disposition l'accès aux centres de données à multiples locataires. De plus, conformément à la section 1 de l'annexe E (Obligations en matière de sécurité et protection de la vie privée), il est ESSENTIEL que les vérifications sur place soient effectuées sous réserve que les deux parties conviennent de négocier de bonne foi pour trouver</p>	<p>Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées.</p> <p>Les modalités demeurent inchangées.</p>



	une solution et de tenir compte à la fois de la justification de la demande du Canada et des processus et protocoles de l'entrepreneur.	
59	Attestation de prix. La section 7.28 définit une attestation de prix (prix le plus bas, pour une qualité et une quantité semblables de biens, de services ou les deux). Une attestation de prix n'est pas requise dans un marché concurrentiel et n'est pas appropriée. Il est ESSENTIEL que la section 7.28 soit supprimée de la DP.	Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées. Les modalités demeurent inchangées.
60	Priorité des documents. La section 7.33 prévoit que les Conditions générales 2035 et 2030 ont priorité sur les conditions générales supplémentaires. Le fait de donner la priorité aux Conditions générales 2035 et 2030 sur les conditions générales supplémentaires est problématique étant donné que les conditions générales supplémentaires comprennent des dispositions (notamment en ce qui concerne la propriété intellectuelle) qui sont destinées à prévaloir sur les conditions générales. Il est ESSENTIEL de placer les Conditions générales 2035 et 2030 dans la liste des documents en dessous des conditions générales supplémentaires.	Les exigences du Canada sont telles qu'elles sont énoncées. Les modalités demeurent inchangées.
61	Audit indépendant. La section 1 (b) de l'annexe E (Obligations en matière de sécurité et protection de la vie privée) prévoit ce qui suit : « Dans les 30 jours suivant la demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit retenir les services d'un tiers pour effectuer une vérification de la protection des renseignements personnels ou fournir des preuves confirmant qu'il ne génère, ne	Afin de satisfaire à cette exigence (plus précisément la section intitulée « ou fournir des preuves confirmant qu'il ne génère, ne recueille, n'utilise, ne stocke ou ne divulgue aucun renseignement personnel supplémentaire tel que le Canada le définit... »), le Canada acceptera que l'entrepreneur retienne les services d'un tiers pour effectuer une vérification de la protection des renseignements personnels, effectuée au cours des deux (2) dernières années civiles, par rapport à

	<p>recueille, n'utilise, ne stocke ou ne divulgue aucun renseignement personnel supplémentaire tel que le Canada le définit, autre que les données du client telles que définies par l'entrepreneur, et qu'il n'a pas spécifiquement de renseignements personnels dans les données de soutien (recueillis dans des registres, p. ex., données de télémétrie comme les en-têtes et le contenu des messages électroniques). »</p> <p>Cette exigence n'est pas applicable dans le contexte des services infonuagiques et il est ESSENTIEL qu'elle soit supprimée de la DP. Les fournisseurs de services infonuagiques font appel à des vérificateurs tiers indépendants pour examiner leurs contrôles de sécurité de l'information par rapport à des normes internationalement reconnues. Au lieu du libellé actuel de l'annexe E, le Canada pourrait exiger que le fournisseur de services infonuagiques donne accès aux rapports d'audit applicables.</p>	<p>une norme de protection de la vie privée reconnue internationalement et approuvée par le Canada.</p>
62	<p>La section 7.21, sous-section (c) « Option de la phase 2 – Solution » de la DP, stipule que l'entrepreneur recevra un prix de lot ferme tout compris qui « [...] comprend, lorsque cela s'applique au modèle de prestation de la solution proposée, la livraison, l'installation, l'intégration et la configuration de la solution, ainsi que les services d'infrastructure de technologie de l'information accessoires et supplémentaires requis, la documentation logicielle, la garantie, la maintenance et le soutien, la formation pendant la période de mise en œuvre de la solution, les renonciations, les ententes de non-divulgence, les autres versions de la solution pour le Canada et</p>	<p>1.) La section 7.21 c) porte sur le Tableau de prix 3 pour la prestation et la mise en œuvre complètes de la phase 2 – Solution.</p> <p>2.) Oui – Le calendrier des produits livrables de la phase 2 est conforme à l'annexe A – Énoncé des travaux. Les travaux de la phase 2 et les prix qui y sont associés sont assujettis à l'exercice par le Canada de son option pour la phase 2.</p> <p>3.) Le Tableau de prix 3 doit couvrir un prix tout compris pour la prestation et la mise en œuvre de la solution complète conformément à l'annexe A – Énoncé des travaux.</p>

	<p>toutes les licences ou les accès d'utilisateurs ou les deux, le cas échéant, pour un maximum de 2 000 utilisateurs afin accéder à la solution et l'utiliser [...] »</p> <p>Veillez préciser ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Quels tableaux de prix de l'annexe B constituent le prix de lot ferme tout compris mentionné à la section 7.21, sous-section c)?</li><li>• Quelle période le prix de lot ferme tout compris mentionné à la section 7.21, sous-section c) couvre-t-il? S'agit-il de la période initiale du contrat uniquement, c'est-à-dire trois ans?</li><li>• En ce qui concerne le prix de lot ferme, il n'y a pas de nombre ferme de licences d'utilisation et/ou de licences d'accès utilisateurs spécifié. L'exigence porte sur « jusqu'à 2 000 licences ». Veuillez confirmer que le nombre de licences d'utilisation et/ou de licences d'accès utilisateurs à inclure dans le prix du lot ferme tout compris est de 2 000.</li></ul>	
63	<p>Le tableau 3 de l'annexe B demande aux soumissionnaires d'insérer un prix ferme tout compris pour la prestation de la solution complète, ce qui est conforme à la section 7.21, sous-section c), de la DP. Le tableau 4 « Octroi pour licences d'utilisation supplémentaires (le cas échéant) ou accès en ligne pour les utilisateurs supplémentaires (le cas échéant) » demande aux soumissionnaires de fournir un prix par utilisateur lorsque le nombre d'utilisateurs à évaluer est de 100.</p> <p>i) Veuillez confirmer que les licences d'utilisation ou les licences d'accès utilisateurs s'ajoutent aux 2 000 licences d'utilisation ou licences</p>	<p>i) Le Tableau de prix 3 doit couvrir un prix tout compris pour la prestation et la mise en œuvre de la solution complète conformément à l'annexe A – Énoncé des travaux. Le Tableau de prix 4 doit traiter de l'octroi de licences d'utilisation ou d'accès utilisateurs supplémentaires pendant la période de mise en œuvre. Conformément à la section 7.22, les licences supplémentaires doivent être facturées séparément.</p> <p>ii) La période de couverture est indiquée dans le document de demande de soumissions (voir l'annexe B).</p>

	<p>d'accès utilisateurs à inclure dans le prix du lot ferme et que, conformément à la section 7.21, les licences supplémentaires doivent être facturées séparément.</p> <p>Vous devez préciser la période couverte par les prix à insérer dans la colonne intitulée « Prix par utilisateur ». Est-ce un mois, un an, trois ans?</p>	
64	<p>Il n'est pas évident de savoir quel tableau de prix à l'annexe B rend compte des coûts permanents associés aux 100 licences d'utilisation initiales ou aux licences d'accès utilisateurs requises pour la solution prototype et le prototype potentiel de la plateforme. Vous devez confirmer où les soumissionnaires doivent insérer le prix pour les 100 utilisateurs initiaux après validation par l'évaluation de la capacité et de la convivialité (ECC) et la réalisation du test de prototype.</p>	<p>Les tableaux de prix 1 et 2, respectivement pour l'ECC et le test de prototype sur plateforme (le cas échéant), sont des tableaux de prix tout compris. Les soumissionnaires sont tenus d'indiquer leur prix tout compris conformément à la demande de soumissions.</p>
65	<p>La section 7.22 (d) de la DP stipule que « le Canada paiera mensuellement l'entrepreneur » pour les licences d'utilisation supplémentaires facultatives. Les éditeurs de logiciels ont opérationnalisé la facturation des clients soit en exigeant des paiements mensuels à l'avance, soit en exigeant des paiements annuels à l'avance. Il est impossible de forcer un éditeur de logiciels à personnaliser ses pratiques de facturation pour un produit commercial normalisé. En outre, le processus d'acceptation requis pour des licences supplémentaires n'est pas clairement défini. Vous devez réviser la section 7.22 (d) comme suit :</p>	<p>Le Canada a modifié la demande de soumissions pour inclure une disposition de paiement anticipé dans le mode de paiement – voir la modification.</p>

	<p><b>Paiement mensuel - Licences d'utilisation</b></p> <p>supplémentaires facultatives par abonnement ou accès utilisateurs supplémentaires par abonnement ou les deux, selon le cas (réf. Tableau 4, Tableau 5A, Tableau 5B de l'annexe B, Base de paiement)</p> <p>Le Canada peut, à sa seule discrétion, exercer l'option irrévocable permettant à l'entrepreneur de fournir des licences d'utilisation supplémentaires par abonnement ou des accès utilisateurs supplémentaires par abonnement ou les deux, selon le cas. Si le Canada exerce cette option irrévocable, il paiera l'entrepreneur sur une base mensuelle ou annuelle pour les licences d'utilisation supplémentaires par abonnement ou les accès utilisateurs supplémentaires par abonnement, ou les deux, tel que déterminé par le processus de facturation standard de l'entrepreneur, conformément aux dispositions de paiement du contrat si :</p> <p>(i) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;</p> <p>tous ces documents ont été vérifiés par le Canada.</p>	
66	<p>Vous devez préciser la période de couverture en ce qui concerne les tableaux de prix 4, 5A et 5B et ajouter une option de licence par abonnement basée sur des frais d'abonnement annuels couvrant le nombre applicable d'utilisateurs. Les frais d'abonnement doivent être payables au début de chaque année d'abonnement, tandis que les frais d'abonnement annuels peuvent servir à calculer les frais</p>	<p>La période de couverture est indiquée dans le document de demande de soumissions (voir l'annexe B).</p> <p>Le Canada a modifié la demande de soumissions pour inclure une disposition de paiement anticipé dans le mode de paiement – voir la modification.</p>

	d'abonnement totaux pour la durée initiale ou la durée de renouvellement, le cas échéant.	
68	<p>Le CO 55 relatif au projet d'activation et de défense du nuage sécurisé (ADNS) et la section 5.7.2.2 sur la connectivité infonuagique stipulent que :</p> <p>« La solution proposée par le soumissionnaire doit pouvoir être déployée sur une plateforme infonuagique qui a été intégrée avec succès dans le projet d'activation et de défense du nuage sécurisé (ADNS) de SPC et du SCT. Le soumissionnaire doit démontrer sa conformité en fournissant des preuves qui démontrent une intégration réussie entre son programme de sécurité des contrats (PSC) et le réseau du gouvernement du Canada au moyen de l'infrastructure ADNS.</p> <p>La solution doit être en mesure d'utiliser une connexion spécialisée au nuage pour faire en sorte qu'une connexion sécurisée haute vitesse existe entre le centre de données de la GRC et l'espace infonuagique Protégé B de la GRC ».</p> <p>Le Canada peut-il fournir une liste restreinte de fournisseurs de services infonuagiques acceptables? Nous ne sommes pas en mesure de déterminer, en nous basant sur les renseignements accessibles au public, quels fournisseurs de services infonuagiques sont jugés bons, ou d'obtenir un calendrier des branchements des fournisseurs de services infonuagiques à l'infrastructure ADNS et la nature des différences en matière de connectivité entre l'ADNS et l'espace infonuagique Protégé B de la GRC. La suppression de cette exigence et la spécification des options</p>	<p>Les exigences du Canada sont énoncées dans la demande de soumissions. Il incombera au soumissionnaire de contacter les fournisseurs de services infonuagiques désignés comme faisant l'objet d'une évaluation pour soutenir les charges de travail liées à l'espace infonuagique Protégé B du gouvernement du Canada (<a href="https://cloud-broker.canada.ca/s/central-provider-page-v2?language=fr">https://cloud-broker.canada.ca/s/central-provider-page-v2?language=fr</a>) et de s'enquérir de leur capacité à satisfaire aux exigences relatives au projet d'activation et de défense du nuage sécurisé (ADNS) pour leur plateforme infonuagique.</p>

	<p>acceptables garantiront que les solutions proposées ne seront pas disqualifiées par inadvertance et assureront un processus plus concurrentiel, en particulier en ce qui concerne la disqualification d'une solution supérieure qui est proposée pour fonctionner à moindre coût dans un endroit peu pratique (fournisseur de services infonuagiques).</p> <p>Dans l'alternative, si le Canada ne fournit pas une liste restreinte de fournisseurs de services infonuagiques acceptables, nous demandons que le Canada fasse l'un ou l'autre des choix suivants :</p> <p>Option 1) Fournir les coordonnées d'une personne-ressource pour l'ADNS et/ou un processus permettant aux soumissionnaires d'obtenir ces informations (notamment la liste restreinte des fournisseurs de services infonuagiques acceptables et les détails du réseau) nécessaires pour se conformer; OU</p> <p>Option 2) Supprimer de la DP l'exigence de fournir l'infrastructure infonuagique et prévoir d'acquérir (éventuellement avec un concours par l'entremise de l'entente-cadre sur les services infonuagiques de SPC) l'infrastructure infonuagique requise et d'évaluer les capacités de la solution SEULEMENT plutôt que l'endroit où l'on propose de déployer la solution. C'est le point essentiel de notre question ci-dessous sur la section 4.6 « Déploiement infonuagique », sous-section d)iii), OU</p>	
--	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--



	<p>Option 3) : Permettre la proposition de tout nuage, mais dans le cadre d'un contrat pour les travaux de la phase 2, le Canada conserve le droit de demander que le déploiement se fasse auprès d'un fournisseur de services infonuagiques privilégié. Si le Canada choisit de migrer vers un fournisseur de services infonuagiques privilégié à la phase 2, il sera inclus dans le plan soumis pour approbation au début de la phase 2, avec une demande de changement visant à supprimer les coûts du nuage sélectionné par l'entrepreneur une fois que cet environnement du plus petit produit viable (PPPV) pourra être temporisé. Les coûts d'infrastructure du nuage privilégié peuvent être négociés à ce moment-là ou le fournisseur de services infonuagiques peut facturer directement le Canada. L'effort supplémentaire pour effectuer la migration vers le fournisseur de services infonuagiques privilégié du Canada (le cas échéant) serait inclus dans une autorisation de tâches pour les travaux de la phase 2.</p>	
69	<p>4.6 Déploiement infonuagique a) ii et CO-55 indiquent :</p> <p>« a) L'entrepreneur doit fournir une solution complète comprenant toute combinaison de modèles de prestation de services infonuagiques, y compris :</p> <p>ii. SaaS et PaaS publique – La solution sera hébergée et gérée par l'entrepreneur, sur le FSI choisi par l'entrepreneur, et utilisée par la GRC. »</p> <p>Le Canada se dit disposé à accepter une solution SaaS « hébergée et gérée par l'entrepreneur sur le</p>	<p>Les exigences du Canada sont énoncées dans la demande de soumissions.</p>



Solicitation No. - N° de l'invitation  
M7594-205915/D  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
M7594-205915

Amd. No. - N° de la modif.  
004  
File No. - N° du dossier  
155xl.M7594-205915

Buyer ID - Id de l'acheteur  
164XL  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	<p>FSI choisi par l'entrepreneur ». Notre solution peut être utilisée en tant que logiciel-service (SaaS), mais pas nécessairement pour les fournisseurs de services infonuagiques qui se conforment à d'autres exigences comme le CO-55. Veuillez confirmer que N'IMPORTE LEQUEL des fournisseurs de services infonuagiques (Protégé B) approuvés par SPC peut soumissionner afin que la GRC puisse profiter de la simplicité d'une offre SaaS indépendamment des autres exigences en matière d'infrastructure.</p>	
--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

**TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES RESTENT INCHANGÉS.**